



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1868>

Catalogne : succès de la désobéissance civile du 9 novembre

- International -



Date de mise en ligne : samedi 22 novembre 2014

Description :

L'État espagnol se retrouve confronté à une crise importante venue de Catalogne. Malgré l'interdiction de Madrid et face aux pressions populaires, le gouvernement catalan a organisé un vote sur l'indépendance.

L'École Émancipée

L'État espagnol se retrouve confronté à une crise importante venue de Catalogne. Malgré l'interdiction de Madrid et face aux pressions populaires, le gouvernement catalan a organisé un vote sur l'indépendance.

Pour comprendre le conflit ouvert entre une majorité sociale et politique de la société catalane d'un côté et l'État espagnol de l'autre, il est nécessaire de revenir aux origines : la fausse « transition » politique dans les années 70 (à la mort de Franco) et sa très mauvaise réponse à la question nationale.

Dès cette période, malgré le développement de l'État autonome catalan, les rapports entre ces deux parties ont été conditionnés par le poids de la conception essentialiste et excluante de la Nation espagnole qui nie l'existence des autres réalités nationales (catalane, basque...).

Cette conception est portée par les principaux piliers du régime - la monarchie, l'armée, le PSOE et le PP - et traduite dans l'article 2 de la constitution (« l'indissoluble unité de la Nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les espagnols »).

Bien que la principale force nationaliste catalane, « Convergència i unió » ait contribué à la stabilité de ce régime pendant toutes les périodes où le PSOE ou le PP avaient besoin de ses voix pour avoir la majorité absolue au parlement espagnol, le conflit s'est maintenu et développé.

Donc, il y a toujours eu des moments de tensions et de confrontations qui ont culminé en 2006, quand le parlement catalan a approuvé un nouveau statut qui reconnaissait la Catalogne en tant que Nation et disposant de plus de compétences.

En 2010, l'arrêt du Tribunal Constitutionnel espagnol a invalidé des parties substantielles de ce statut, alors même que se développait un mouvement puissant et pluriel en faveur du droit de décider du peuple catalan, un mouvement dans lequel furent impliqués aussi bien des syndicats que d'autres types d'organisations sociales et populaires, de même qu'une majorité de municipalités.

Autonomie, fédéralisme ou indépendance ?

Dans ce mouvement, les positions favorables à l'indépendance de la Catalogne se sont développées.

L'échec de la « voie fédéraliste » prôné par ce statut invalidé, les griefs des classes moyennes et populaires face à la recentralisation de l'État (y compris la remise en cause de la diversité des langues dans l'éducation) et les politiques d'austérité imposées par le gouvernement Rajoy sous couvert de crise financière et de diminution du déficit budgétaire en sont les principales raisons.

Le gouvernement (catalan) d'Artur Mas a dû s'adapter à la pression populaire et il a tenté de se mettre à la tête de ce mouvement. Cependant comme il a appliqué lui-même des politiques d'austérité et qu'il est touché par le scandale de la famille Pujol (père fondateur du nationalisme catalan modéré), il est confronté à de sérieux dégâts dans sa formation et limité dans sa volonté de diriger le processus.

Cette année, la manifestation du 11 septembre (fête nationale de la Catalogne) a rassemblé plus de monde que jamais, ce qui a conduit la majorité du parlement catalan à s'engager dans la consultation du 9 novembre envisagée

par le gouvernement Mas.

Cette consultation portait sur deux questions précises : 1) « Êtes-vous pour que la Catalogne soit un État ? » 2) « Si oui, souhaitez-vous que cet État soit indépendant ? ». La première question intègre les options comme l'État autonome, fédéral ou confédéral tandis que la seconde implique de dire oui ou non à l'indépendance.

La réponse du gouvernement central face à cette initiative a été de déposer un recours au Tribunal Constitutionnel, lequel a suspendu la consultation.

L'ensemble des forces politiques et sociales souverainistes s'est donc vu obligé de chercher une autre voie : proposition d'un nouveau 9N (9 novembre) non fondé sur une loi adoptée par le Parlement, mais sur « les mécanismes juridiques existants », consultation non contrôlée par des fonctionnaires de la Generalitat, mais par des bénévoles ; sans liste électorale, mais avec des documents d'identité présentés au moment même du vote ; avec moins de bureaux de vote et non-communicés à l'avance, etc.

Malgré les interdits et les menaces de Rajoy, le peuple catalan a majoritairement désobéi et la consultation du 9N a eu lieu avec succès : plus de 2 300 000 personnes ont participé et se sont prononcées à 80 % en faveur de l'indépendance. Rajoy risque de prendre des mesures répressives.

Il importe donc d'apporter un soutien large au mouvement démocratique catalan. ï

Jaime Pastor,
universitaire,
professeur de Science politique auprès de l'UNED,
éditeur de la revue Viento Sur